



Déclaration de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT

Le gouvernement en service commandé pour le Medef et les capitalistes !

François Bayrou a **présenté ce mardi 15 juillet**, à grand renfort de graphiques, les grandes orientations du budget 2026, visant 43,8 milliards d'euros d'économies.

Au lieu de mettre à contribution ceux qui sont responsables du déficit du pays, c'est-à-dire les plus riches, les grandes entreprises du CAC 40 et en particulier les entreprises de la métallurgie, pour ceux-là, il n'y aura pratiquement aucune mesure coercitive. En revanche, pour les Français les moins bien lotis, l'addition sera sévère !

Voici les grandes lignes à retenir :

- ➔ Les entreprises continueront de bénéficier de 73 Milliards de baisse d'impôts et de 211 milliards d'aides publiques !!
- ➔ Les médicaments "sans lien avec l'affection de longue durée déclarée" ne seront plus forcément remboursés "à 100%".
- ➔ Dérèglementation dans le remboursement des médicaments, il y aura un doublement des plafonds des franchises médicales passant de 50€ à 100€.
- ➔ Les arrêts maladie sont également dans le viseur du gouvernement, pour Bayrou, "50% des arrêts de travail de plus de 18 mois seraient injustifiés".
- ➔ La reprise du travail doit se faire le plus vite possible. Après 30 jours d'arrêt, la visite de reprise ne sera plus de la compétence unique du médecin du travail, les médecins généralistes seront mis à contribution.
- ➔ Le Premier Ministre veut également remplacer l'abattement fiscal de 10% dont bénéficient les retraités pour frais professionnels par un "forfait annuel" dont le montant n'est pas connu, mais dont les petites et moyennes retraites en feront les frais.

François Bayrou a confirmé un gel budgétaire pour 2026, soit "une année blanche", pour repartir sur les enveloppes similaires à 2025 pour les budgets des différents ministères, hors budget de la défense et charge de la dette. **"Les prestations sociales n'augmenteront pas", ainsi que les retraites.**

François Bayrou a proposé de supprimer deux jours fériés pour que **"toute la Nation" travaille plus**. Il a lancé l'idée qui reste pour l'instant une "proposition/provocation" par la suppression du lundi de Pâques et du 8-Mai.

Il faut être très lucide avec cette provocation gouvernementale, cela ne rapportera absolument rien à l'Etat, c'est un simple cadeau aux entreprises, car ces jours fériés sont très souvent payés par les entreprises avec les cotisations assujetties sur ces jours. C'est un moyen également pour que les projecteurs soient braqués sur cette mesure provocatrice pour faire oublier tout le reste.

Le plan de relance industrielle aurait dû être "**un chantier prioritaire**" dans le pays, mais rien n'a été entrepris sur ce dossier si important. Malheureusement les PSE et fermetures d'entreprises se succèdent dans la métallurgie, sans la moindre intervention des politiques publiques et de l'UIMM.

Dans son grand oral, Bayrou a volontairement oblitéré les besoins en termes d'urgences sociales, d'augmentation de salaires, de conditions de travail, de santé, d'éducation, de prévention climatique. Le gouvernement a choisi de faire payer une nouvelle fois les travailleurs, les retraités, les privés d'emploi, et les agents du service public.

Ces annonces, faites-en plein cœur de l'été, alors que des millions de travailleurs et de travailleuses ne peuvent pas partir en vacances, sont en total décalage avec les attentes du monde du travail et cela démontre le mépris de classe entre l'élite dirigeante et les Français. Ces annonces bradent notre avenir en tournant le dos aux investissements industriels indispensables pour la transition écologique, la recherche, l'éducation, la santé, les transports, les énergies, l'habitat.

Rien n'est donc joué d'avance, **la FTM-CGT appelle tous ses syndicats (USTM/CCM) à préparer d'ores et déjà la rentrée de septembre avec détermination.** La Fédération mettra tout en œuvre pour empêcher ces violents reculs sociaux annoncés.

Montreuil, le 17 juillet 2025